

*Le budget—M. Collette*

De toute façon, le programme des 6 et 5 p. 100 instauré au Canada l'été dernier a été couronné de succès. Le taux d'inflation est passé à 6.5 ou 7 p. 100 au cours des quatre derniers mois. Il y aura un an le 28 juin que ce programme a été annoncé, et tout indique que le taux d'inflation aura baissé à 6 p. 100 pour la période de 12 mois allant du 28 juin 1982 au 28 juin 1983. Si nous atteignons cet objectif, et je suis certain que nous le ferons, nous pourrions facilement atteindre notre objectif de 5 p. 100 pour l'année prochaine, à condition que le gouvernement et les citoyens fassent le nécessaire.

Même si les dépenses à la consommation n'ont pas beaucoup augmenté, elles ont repris suffisamment pour redonner au moins un peu d'optimisme à nos détaillants. Nous espérons que les Canadiens commenceront à dépenser davantage à mesure que le climat de confiance s'améliorera au cours des prochains mois.

Les députés de l'opposition diront que les Canadiens n'ont pas d'argent à dépenser. C'est bien vrai pour les 12 p. 100 qui n'ont pas de travail et ceux qui craignent de perdre leur emploi, mais il ne faut pas oublier que 88 p. 100 des travailleurs ont un emploi. N'oublions pas non plus que le taux d'épargne bat tous les records. Ma circonscription de Toronto n'est certainement pas riche. Elle se compose de citoyens à faible et moyen revenus. En me promenant dans ma circonscription, j'ai constaté qu'un grand nombre de mes électeurs ont été très prudents et que, pendant les années de vaches grasses, ils ont mis de l'argent de côté pour les années de vaches maigres. Ils travaillent toujours, mais ils hésitent à acheter. Leurs craintes les ont amenés à se constituer un petit bas de laine.

A titre de comparaison, le taux d'épargne au Canada est pratiquement deux fois plus élevé qu'aux États-Unis. Le revenu disponible est de 6 p. 100 aux États-Unis contre 13 p. 100 au Canada. A mon avis, cela veut dire que le Canadien moyen peut commencer à faire les achats qu'il a différés ces dernières années à cause du climat économique. En fait, nous avons vu les dépenses à la consommation reprendre légèrement, et je pense que cette tendance va s'accroître.

Parlons un peu du logement. Le logement a toujours servi de baromètre. A mon grand plaisir, le nombre de mises en chantier a nettement augmenté depuis l'année dernière.

Ce qu'il faut, c'est que tous les gouvernements du Canada stimulent la reprise économique déjà amorcée. Jusqu'ici, il a beaucoup été question au cours du débat des avantages que ce budget présente pour le monde des affaires. J'en suis encore plus convaincu depuis que j'en ai discuté avec des hommes d'affaires de Toronto. Ces derniers sont absolument ravis des mesures qui vont améliorer le climat des investissements et des affaires en général. Nous avons beaucoup entendu parler au cours du débat du crédit d'impôt fédéral à l'investissement ainsi que du Fonds spécial de relance des investissements et du Fonds spécial de relance des exportations. Il y a également le Régime de placements en titres indexés et le Régime fiscal des

pertes d'entreprise. Ces mesures ont été très bien accueillies par la grosse et la petite entreprise.

Je suis allé récemment à l'inauguration d'un vieux restaurant de ma ville qui a fait peau neuve. Ses propriétaires sont ravis de l'aide que le budget apportera à leur petite entreprise. De toute évidence, les entreprises petites et grosses sont très satisfaites de ce budget.

Il est très important que le budget prévoie des mesures pour aider l'entreprise, car le secteur privé doit être le moteur de la croissance économique à long terme. Le gouvernement et le secteur public peuvent faire beaucoup grâce aux recettes fiscales provenant du secteur privé, mais ils ne peuvent à eux seuls relancer l'économie et créer des emplois.

Néanmoins, n'oublions pas que le budget ne se contente pas d'aider uniquement les entreprises. Examinons comment le présent budget aidera le Canadien moyen. Jetons un coup d'œil sur le secteur de l'habitation. C'est là une des industries de base au Canada qui a gravement souffert depuis quelques années mais qui connaît actuellement une relance. Il s'agit donc de stimuler la relance dans ce secteur. Depuis le fléchissement des taux d'intérêt, la courbe des ventes de maisons a commencé à grimper. Dans l'agglomération urbaine de Toronto, où très peu de maisons ont été vendues l'an dernier, le nombre de ventes a augmenté sensiblement. Cela signifie que les gens iront s'établir dans les banlieues et achèteront des maisons plus neuves. Ceux qui vivent dans des appartements et qui mettent de l'argent de côté depuis quelques années songeront maintenant à déménager et à s'acheter une maison.

● (1520)

Une somme de 250 millions de dollars a été affectée à l'habitation et aux mesures connexes dans le budget pour 1983-1984. Le nombre de nouvelles mises en chantier est censé dépasser les 175,000 cette année seulement et atteindre les 200,000 en 1984. Ce ne sont pas tout à fait les niveaux que nous avons connus il y a quelques années, mais les chiffres sont appréciables. La construction de nouveaux logements entraîne une grande demande de matériaux de construction, ce qui aidera chacun des secteurs de notre économie. Le secteur des produits forestiers et d'autres secteurs reliés à la construction qui ont tellement souffert l'an dernier seront également aidés.

Le Programme canadien de rénovation des maisons, qui a connu un grand succès dans ma circonscription, fournit jusqu'à concurrence de 30 p. 100 du coût des travaux ou au maximum \$3,000, sera prolongé et amélioré. Nous aiderons ainsi tous les Canadiens à revenus moyens.

Le Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété qui a stimulé la vente des maisons l'an dernier sera prolongé d'un autre mois. C'est une mesure très importante au printemps, car les gens pourront profiter de ce programme qui prévoit le versement d'une subvention de \$3,000 aux acheteurs de maisons neuves.